

[Texte]

moisture or insects. But in the department's role as one of the key actors in the agricultural sector, with 10 provinces and 300 and more farming and other associations, I think it is imperative for the federal government, and it is expected of it, to take one leadership kind of role in trying to lift our noses a bit above the immediate daily events. For example, research lends itself to that kind of planning. So does the analysis of trends, for example, in beef or vegetable production and in the shift in inspection activities. One of the Nielsen recommendations said rather strongly—and these are my words—the department should get the industry more involved in self-regulation, as opposed to counting on the department constantly to conduct inspections hands-on, which means resources and people and expenditures the industry could do itself at times, especially when you are dealing with quality as opposed to safety.

The same is true of farm income. That lends itself to some long-term planning; questions such as, the family farm: 10 or 15 years from now, will it still be the unit of production that it has been over the last century, almost? Are we moving more towards a kind of more corporate organization of farms? Things like this—soil and water, which have been the subject of a parliamentary committee report—lend themselves to long-term planning with the provinces. I guess what the Minister and I are trying to do is to devote some resources to taking a longer look at what the government and the governments will do about soil conservation, for example.

I am trying to distinguish here the topics that lend themselves to longer-term views; whereas there will always remain matters of weather, etc., where you have to have safety nets like crop insurance or stabilization of prices to try to even out the income and price impacts on farmers and processors.

• 1115

**Mr. Layton:** A final follow-up to this very question, Madam Chair, is that at Transport the other week, we learned the Minister recently had brought together the Ministers of Transport from the provinces to a National Safety Code. The ultimate key was when the federal government was prepared to assist or even to underwrite the cost of implementing such a code over the country. Is there in Agriculture with the Minister and the department an intent, or is there a worthwhile objective, in having some kind of provincially accepted national agricultural policy?

**Mr. Noreau:** The national agricultural strategy approved by the Prime Minister and the ten Premiers in Vancouver on November 26, 1986, is the result of a one-year protracted process dating back to the Halifax First

[Traduction]

l'humidité ni les insectes. Mais à titre de principal représentant du gouvernement fédéral dans le secteur agricole, compte tenu des 10 provinces et des diverses associations agricoles et para-agricoles au nombre de 300, sinon plus, il convient entièrement que le ministère réponde aux attentes et fasse preuve de leadership lorsqu'il s'agit de penser plus loin que son nez, au-delà du quotidien. Ainsi, la recherche se prête bien à ce genre de planification, on peut en dire autant, par exemple, de l'analyse des tendances dans les secteurs du boeuf ou des légumes ou dans l'évolution des services d'inspection. On recommande fortement dans le rapport Nielsen... et je l'exprime dans mes propres termes... que le ministère implique davantage d'industries à l'auto-réglementation, plutôt que de se fier constamment au ministère pour effectuer les inspections sur place, ce qui nécessite des ressources, des fonctionnaires et des dépenses pour des travaux que l'industrie pourrait parfois effectuer elle-même, surtout pour ce qui a trait à la qualité, par opposition à la sécurité.

On peut dire la même chose du revenu agricole. Il se prête également à la planification à long terme; par exemple, l'exploitation agricole familiale: dans 10 ou 15 ans, serait-elle toujours la même unité de production que l'on a connue depuis près d'un siècle? Les exploitations agricoles sont-elles en voie de se modifier en sociétés commerciales? Voilà des choses... les sols et les eaux, objets d'un rapport émanant d'un comité parlementaire... qui se prêtent à la planification à long terme, de concert avec les provinces. Ce que nous tentons de faire, le ministre et moi-même, c'est de consacrer des ressources à l'étude à long terme des mesures que le gouvernement, que les gouvernements peuvent faire au sujet de la conservation des sols, par exemple.

J'essaie de vous préciser les questions qui se prêtent à des prévisions à long terme; il y en a certaines autres, comme le climat, par exemple, pour lesquelles il faut toujours prévoir certains remèdes, comme l'assurance-récolte ou la stabilisation des prix, afin de niveler les revenus des cultivateurs et des transformateurs, afin aussi de les prémunir contre l'impact des prix.

**M. Layton:** Une dernière question, qui découle directement de la précédente, madame la présidente. Nous avons appris l'autre jour que le ministre des Transports avait réuni ses confrères des provinces pour discuter d'un Code national de la sécurité. La dernière question qui se posait était de savoir quand le gouvernement fédéral serait prêt à fournir une aide financière, ou à s'engager sur la question du coût d'application du code dans l'ensemble du pays. De votre côté, le ministre de l'Agriculture et le Ministère auraient-ils eux aussi l'intention, ce serait un objectif louable, d'adopter une politique agricole nationale qui aurait également l'approbation des provinces?

**M. Noreau:** La stratégie agricole nationale approuvée par le Premier ministre et les dix premiers ministres à Vancouver le 26 novembre 1986 est le résultat d'une discussion qui s'est poursuivie pendant une année, et qui